



Communiqué de presse

Marchandises sur le rail : pourquoi le Lyon-Turin ne règle rien, bien au contraire

A l'heure où certains élus rappellent leur soutien au projet Lyon-Turin il est important de comparer leur déclaration à leurs actions passées. Le bilan est mauvais, car en dehors des déclarations ils n'ont à leur actif aucune réduction du trafic routier des marchandises.

A l'inverse les majorités qu'ils ont soutenues ont réduit la part du rail partout en France et n'ont cessé de créer de nouvelles infrastructures routières.

Depuis le 17 octobre le report du trafic routier sur l'axe Chambéry-Maurienne suite à la fermeture du tunnel routier du Mont-Blanc (en travaux) ne fait qu'accroître les nuisances déjà insupportables subies depuis trop longtemps par les habitants.

Promettre des vallées alpines « propres » dans 15 ans n'a aucun sens quand les décisions politiques des 10 dernières relèvent du choix conscient pour le tout routier :

- **Dès le 3 décembre 2012**, ils ont accepté que soit ouvert à la circulation un deuxième tube ROUTIER au Fréjus, en violant le jugement rendu 6 mois plus tôt et les engagements du Préfet devant les juges.
- **Depuis 2012**, ils acceptent qu'un montant annuel de 20 millions d'euros destinés à sortir les camions de la route provenant du tunnel routier du Mont-Blanc soit détourné et reversé au tunnel routier du Fréjus, pour financer en fait la pollution routière de la Maurienne et des territoires jusqu'à Lyon.
- **Depuis de longues années**, comme député-e-s ou soutiens politiques des différentes majorités ils ont avalisé la destruction de l'outil Fret ferroviaire qui desservait Chambéry, Annecy et l'Italie.
- **Ces exécutifs locaux participent aux conseils d'administration du tunnel routier du Fréjus (SFTRF) et du fonds pour l'intermodalité (FDPITMA)** et ont avalisé toutes les décisions qui conduisent au transfert de la pollution de la vallée de l'Arve vers la Maurienne, la Combe de Savoie et Chambéry.
- **En 2016, le président de la Région AURA** déclarait en présence de ses vice-présidents à AITON « *Il y a une solution et on doit la faire avancer tout de suite sans attendre le Lyon-Turin c'est augmenter le fret ferroviaire. La Région va mettre 10 millions d'euros sur la table pour mettre en place une nouvelle plateforme de chargement... pour diminuer les poids lourds qui sont sur la route.* » Depuis : RIEN !

Le comble : **les pouvoirs publics avalisent une très prochaine régression de l'appareil de production ferroviaire en Maurienne, annihilant tout potentiel report modal... A suivre !**

C'est MAINTENANT que les mesures doivent être prises, et les déclarations tonitruantes pour un hypothétique LYON-Turin masquent une inaction climatique et sanitaire.

Une des réponses est la mise en œuvre avec les partenaires ferroviaires de la demande d'organisations de transporteurs routiers de navettes ferroviaires intermodales dans la région d'Ambérieu MAINTENANT. Relocaliser une partie des activités économiques doit être une priorité afin de réduire les flux.

La voie ferrée existante, avec le nombre de trains qui y circulaient en 2000, permet de reporter chaque année les marchandises de 900.000 poids lourds de la route vers le rail dès aujourd'hui. Il faut sans délai œuvrer pour retrouver ce niveau, lutter contre le réchauffement climatique et pour la santé des populations de Chambéry, de la Combe de Savoie, des vallées de l'Arve et de Maurienne.

L'argent englouti dans le gouffre financier et le désastre écologique du Lyon-Turin doit y être affecté.

Montméliant, le 24 octobre 2022

Contact : Yves Baverel baverel.y@free.fr / Daniel Ibanez contact@lyonturin.eu 06 07 74 10 17 / Bureau de Jean-François Coulomme Député de Savoie : Sylvain Duval 06 60 86 62 44